

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Tom Thomas

Plus rien à perdre

Capitalisme à bout, réforme impossible

éditions critiques 2026

Ch 1	Du chaos économique au chaos politique	page 2
Ch 3	RPPP, travail abstrait et capital automate	page 3
Ch 3	Combattre les capitalistes n'est pas combattre le Capital	page 7
Ch 4	A propos des luttes prolétaires	page 10
Ch 5	Travailler plus, plus durement, pour gagner moins	
	ou attaquer le travail	page 16
	Première orientation politique	page 20
	Deuxième orientation politique	page 23
Ch 6	Une nouvelle époque révolutionnaire	page 26

Du chaos économique au chaos politique (et vice versa)

Nous savons que la situation du monde contemporain se caractérise par ce qu'on peut appeler la sénilité du capital, que des économistes nomment "la stagnation séculaire, l'énigmatique chute de la croissance de l'investissement et la productivité", sans donc pouvoir expliquer ce qu'ils constatent, dont j'ai défini les principales caractéristiques dans mon dernier ouvrage. Pour le résumer en quelques lignes, cette sénilité est ce moment de l'histoire du MPC (Mode de production capitaliste) où le mouvement de la valorisation du capital, de son accumulation croissante, se heurte à des limites insurmontables.

La plus fondamentale de ces limites est la quasi-stagnation de la valorisation du capital global (tels ou tels capitaux particuliers pouvant encore prospérer) du fait que les constants développements du machinisme ont fini par aboutir à une formidable diminution de la quantité du travail productif de Pl (note : plus-value, partie du travail prolétaire qui ne lui est pas payée). Or, comme nous en rappellerons la cause, le capital, autrement dit le MPC, n'existe que comme valeur se valorisant en permanence, que comme mouvement permanent de production accrue de Pl, que comme croissance et accumulation des moyens de production.

Cette stagnation de la valorisation, voire son déclin, est l'arrêt de mort du capital et du MPC. C'est pourquoi les capitalistes feront tout pour l'empêcher, et chacun d'eux pour le capital qu'il représente. Tout, c'est-à-dire jusqu'à détruire toujours davantage les hommes et la nature, jusqu'aux pires barbaries.

A ce stade de l'histoire du MPC, celui de sa sénilité donc, les capitalistes, la bourgeoisie e, général ne peuvent plus assumer leur fonction, qui est aussi le moyen de leur fortune, qui est de promouvoir, gérer, organiser la valorisation du capital puisque la condition matérielle de cette valorisation, la force de travail prolétaire, s'efface devant les niveaux atteints par les perfectionnements machiniques.

Une autorité de plus en plus ouvertement dictatoriale est nécessaire pour imposer toutes les mesures supposées sortir le MPC du chaos où l'a plongé sa sénilité, c'est-à-dire supposées pouvoir relancer le mouvement de valorisation du capital. Car de telles mesures ne peuvent être, dans une situation où l'extraction de la Pl ne peut plus être obtenue par des augmentations de productivité type "trente glorieuses" (donc via la Pl relative, que par une dégradation absolue des conditions de travail et de vie des travailleurs (via la Pl absolue) : durcissement des conditions de travail, démantèlement des services sociaux (formes de salaire indirect et mutualisé-, liberté accrue des capitalistes à agir comme bon leur semble (déréglementations dans tous les domaines : travail, écologie, finance, etc.), soumission accrue des instances juridiques au pouvoir exécutif, etc.

A l'extérieur, c'est la volonté d'accaparer, beaucoup plus encore qu'avant, le maximum des richesses mondiales en déclarant au monde entier une guerre commerciale ouvertement affichée comme telle, via, notamment, les tarifs douaniers prohibitifs. (...) C'est une guerre commerciale déclarée qui ne peut que déboucher tôt ou tard sur des guerres militaires si les peuples ne s'y opposent pas. Guerres par lesquelles certains capitaux tentent de survivre en éliminant des concurrents, en accaparant des ressources.

"On a tout essayé" avait déjà soupiré Mitterrand dans les années 1980 ! C'est paraît-il, selon des politologues, une des raisons qui amènerait de larges fractions d'électeurs à voter pour des Trump, Meloni ou Le Pen en se disant, oubliant ou ignorant l'histoire, qu'ils n'avaient pas encore essayé l'extrême droite fascisante. Il s'agit plutôt, face au chaos, d'un désir d'ordre par l'autorité d'un Chef, nous y reviendrons.

Ce chaos (...) les capitalistes qui l'organisent n'en sont cependant pas les premiers responsables. (...) Ils ne font qu'exécuter ce pour quoi ils existent. (...) Ils n'existent que comme agents du capital, agents produits par les rapports sociaux, les rapports de propriété, de Possession et de Production (désormais RPPP) qui fondent le capital comme mouvement automate de valorisation dont les capitalistes, comme les dirigeants politiques et les Etats, ne sont que des exécutants, agents qui exécutent la "volonté du capital.

C'est ce fait qu'il faut exposer maintenant pour comprendre que le vrai responsable du chaos et de la barbarie dans lesquels nous sommes précipités, c'est le capital, pas seulement ses agents les capitalistes, qui existeront tant que le capital, les RPPP qui fondent ce mode de production existeront.

Chapitre 2

RPPP, travail abstrait et capital automate

Il y a, au fondement, une puissance dominante : le capital lui-même. Le capital prend la forme de choses (des titres de propriété, de l'argent, des usines, etc.), et c'est ainsi qu'il est compris par la plupart des économistes ainsi que, plus généralement, par les individus du MPC, mais en réalité ce n'est pas une chose : c'est un rapport social historiquement spécifique de production et de domination (...) qui est au fondement des multiples autres rapports sociaux qui forment le MPC et la société capitaliste. (...) Les capitalistes ne sont que les agents supérieurs, les "fonctionnaires du capital" dit Marx, sa personnification.

S'il faut en général 20 heures de travail pour produire une chaise, cette quantité s'appliquera à tous les producteurs de cette M. Et la concurrence poussera tout le monde à s'aligner sur le plus productif. Cela même les économistes le savent.

Le fait que des milliers de M doivent pouvoir s'échanger entre elles de façon fluide a conduit à l'introduction d'une marchandise étalon, telle que l'or par exemple, contre laquelle toutes les autres pouvaient s'échanger. Cette marchandise étalon existe sous l'appellation générale d'argent, A. L'argent représente donc ce que toutes les marchandises ont en commun : une certaine quantité de travail abstrait.

L'argent est le but, mais le producteur qui prend le risque d'engager A pour acheter les moyens M_p d'une production d'une quantité M de marchandises qu'il espère vendre ne va pas le faire pour simplement espérer obtenir le même A comme résultat. (...) Le producteur-échangiste veut d'autant plus obtenir $A' > A$ que cela lui permet de recommencer l'opération en investissant A' en moyens de production supplémentaires pour obtenir $A'' > A'$ par le processus $A' - M_p' - M' - A''$. Et ainsi de suite. Ce but d'un mouvement perpétuel de valorisation est nécessairement celui du mode de production capitaliste où le travail abstrait est la substance de la valeur du produit-marchandise qui en découle, laquelle valeur ne peut être connue et ne peut se faire valoir que sous la forme de valeur d'échange, au moyen d'une valeur d'échange universelle, une marchandise spéciale, autonome, l'argent (or, monnaie, etc.).

Dans ces rapports "la circulation de l'argent comme capital possède son but en elle-même (...) Le mouvement du capital n'a donc pas de limite" (Karl Marx). (...) Ainsi, et nous voilà au cœur de notre sujet, à savoir le rapport entre capital et capitalistes comme étant un rapport de Maître à Serviteurs, "la valeur se présente comme une substance automatique, douée d'une vie propre" (Karl Marx. Elle est "une substance qui se met en mouvement par elle-même, et pour laquelle marchandises et monnaie ne sont que de simples formes..." (Karl Marx). Elle "se transforme en sujet automate" (Karl Marx, Le Capital, Livre 1, PUF p.173).

En tant que classe, les capitalistes ne sont pas que les dirigeants d'entreprises, mais toute la bourgeoisie, c'est-à-dire tous ceux qui organisent et dirigent la société afin qu'elle soit adéquate au mouvement autonome de valorisation. C'est par l'intermédiaire d'un certain nombre d'agents, cette bourgeoisie, qui sont à la tête des appareils publics de l'Etat, mais aussi de tout un ensemble d'appareils privés, sociaux, idéologiques, médiatiques, culturels, politiques, éducatifs. En tant qu'individus ils ont le motif qu'on vient de citer, l'appropriation toujours renouvelée et si possible accrue, de la richesse abstraite.

Observons au passage que les économistes bourgeois de toutes tendances ne font qu'énoncer qu'il n'y a pas de société -capitaliste doit-on ajouter- sans "croissance", pas de croissance sans investissement d'une certaine valeur A, pas d'investissement sans espoir et volonté que A devienne $A' > A$ dans le procès de production, c'est-à-dire

sans profits, et avec un taux de profit le plus élevé possible comme "prix du risque". Ils divergent seulement sur la meilleure façon de favoriser cette "croissance".

Pour ne prendre qu'un seul exemple, celui des ravages écologiques, il est assez fascinant de voir qu'ils sont aujourd'hui tout à fait reconnus par une grande partie de la bourgeoisie - bien plus que les autres racages engendrés par la sénilité du capital parce qu'elle est elle-même menacée par ces ravages, aussi bien personnellement que parce qu'ils entraînent des coûts qui, finalement, affectent la valorisation du capital en général - sans que pour autant cette classe qui a tous les moyens du pouvoir puisse prendre les mesures qui permettraient d'y remédier, voire même seulement d'en empêcher l'aggravation, puisque ces mesures heurteraient de trop nombreux intérêts immédiats.

En réalité c'est la concurrence qui les oblige à rechercher la valorisation maximum, et qui élimine les mauvais fonctionnaires du capital en même temps bien souvent que le capital qu'ils représentent et qu'ils ont mal su servir.

Puisqu'abolir le Capital c'est abolir l'ensemble des rapports de propriété qu'ils engendrent, il est donc nécessaire d'analyser ce qu'ils sont concrètement. (...) Aujourd'hui le propriétaire d'une entreprise est défini comme celui, ou plutôt ceux, qui, sous la forme de capitalistes financiers ont, par leur apport d'argent, acquis la propriété juridique de celle-ci. Ils peuvent la vendre après l'avoir achetée, nommer ou révoquer ses principaux dirigeants, transmettre par héritage cette propriété à leur descendance, et décident de la part de Pl qui servira à augmenter les moyens de production, ou qui ira dans leurs poches et celles de tous les autres actionnaires. mis ce ne sont pas eux, du moins dans les grandes entreprises, qui organisent et dirigent la production comme production de Pl, comme production pour la valorisation du capital. Ceux-là, ce sont "les puissances intellectuelles de la production" (Karl Marx), les cadres dirigeants, les ingénieurs qui développent, perfectionnent les différents moyens matériels de la production et l'organisation qui en découle tant que le plan des approvisionnements que de la coopération des centaines ou milliers d'ouvriers qui travaillent à cette production pour la Pl, pour la valorisation du capital.

J'ai proposé (voir T. Thomas, Propriété et Possession), pour bien marquer cette différence, essentielle quant aux luttes pour abolir le capital, de réserver le terme de propriété pour les capitalistes financiers, et celui de possession pour les capitalistes actifs.

La possession est la maîtrise des conditions scientifiques, organisationnelles de la production de la Pl. Elle est le fait de personnes qui interviennent, qui agissent dans la production en tant qu'elle doit être production de Pl. C'est pourquoi elles sont des "capitalistes actifs".

Augmenter la PI, c'est augmenter le surtravail. C'est pour l'essentiel, dans le capitalisme moderne, augmenter l'intensité et la productivité du travail ouvrier (extraction de la PI sous sa forme relative). C'est pourquoi le rôle de la science et de ses applications dans la production est devenu de plus en plus important au fur et à mesure du développement capitaliste.

Donc dans le capitalisme la machinerie se fixe, par l'activité des capitalistes actifs, comme moyen de domination et d'exploitation de l'ouvrier. "(...) dans la machine, la science réalisée apparaît comme capital face aux ouvriers. Et de fait, toutes ces utilisations à grande échelle de la science (...) n'apparaissent elles-mêmes que comme des moyens d'exploitation du travail, des moyens de s'approprier du surtravail, donc comme des forces qui, face au travail, appartiennent au capital" (Karl Marx, Théories sur la plus-value, Editions sociales, 1, p. 459).

Certes le capitaliste actif travaille lui aussi. "Il ne se borne pas à "soustraire" ou "à voler", mais il extorque la production de plus-value, et donc il commence par aider à créer ce qui sera à soustraire..." (Karl Marx, Notes sur le traité d'A. Wagner, K, I, 3, p. 243). il n'est pas un simple parasite, contrairement au financier rentier, puisqu'il assure des fonctions absolument nécessaires à la production. Non seulement dans la recherche de nouveaux produits et de nouveaux procédés, mais aussi, par exemple, parce que le travail combiné de milliers ou dizaines de milliers d'hommes propre à la grande industrie nécessite indubitablement des fonctions diverses de direction, tant pour la coordination de leurs travaux que pour l'approvisionnement des postes, la maintenance des machines complexes, etc.

Bref, cette forme spécifique de propriété que nous avons appelée possession, et qui se manifeste concrètement comme cette division sociale du travail, ainsi que comme division géopolitique pays impérialistes/pays dominés, est une caractéristique essentielle du MPC moderne.

Dans un premier temps, les sciences physiques, chimiques, mécaniques, mathématiques, etc., se sont développées plus ou moins à l'extérieur, à côté du capitaliste, exercées par des individus non directement salariés par lui, les savants pouvant encore travailler avec leurs propres moyens (te, par exemple, Lavoisier qui était un riche Fermier Général), ou en étant financés par quelques mécènes. mais en même temps que la grande industrie s'est développée, "l'ensemble des sciences ont été capturées et mises au service du capital (...) L'invention devient alors un métier (c'est-à-dire une fonction spéciale salariée par le capital ou son Etat) et l'application de la science à la production immédiate devient elle-même pour la science un point de vue qui la sollicite" (Karl Marx, Grundrisse, II, p. 192), c'est-à-dire qui l'oriente.

Cette appropriation de la science est un procès cumulatif car il faut déjà avoir acquis, posséder la science antérieure pour pouvoir travailler à ses développements ultérieurs. Il y faut un travail particulier du cerveau, un effort important de toute la

personne. Il y a là une part de travail individuel qui paraît justifier un usage de la science comme la propriété privée de cet individu, alors même que tout ce qu'il a acquis est la "quintessence" de l'activité humaine de l'humanité depuis ses origines, un patrimoine social qu'il s'approprie gratuitement quand l'enseignement est financé par l'Etat. Quand il faut le payer de sa poche, comme aux Etats-Unis, cela favorise encore davantage la reproduction de la bourgeoisie.

Avec le capitalisme, il y a un développement réciproque considérable des forces productives sous l'effet des applications de la science. Elle n'est plus une activité exercée de façon plus ou moins autonome par rapport au capital. Maintenant c'est lui qui l'oriente parce qu'il finance, que ce soit privativement ou par l'Etat, les moyens de plus en plus extrêmement coûteux de cette science (laboratoires, instruments, essais, etc.) et rémunère ses porteurs. Et ces coûts sont tels que c'est même de plus en plus l'Etat qui finance la formation des scientifiques, la recherche fondamentale et appliquée et en remet quasi gracieusement le produit aux entreprises.

Concluons. (...) Le capital financier ne produit rien, mais, propriétaire juridique, des moyens de production il transmet à des agents sélectionnés par lui (notamment avec l'appui d'un système d'enseignement ad hoc), les capitalistes actifs, la volonté du capital d'être valeur se valorisant. Ils sont ainsi tous deux, chacun à leur façon, des "fonctionnaires" du capital, une "personnification" du capital, et donc des agents, simples exécutants de son mouvement de valorisation, et trouvent tous deux un intérêt sonnant et rébuchant à l'être.

En quelque sorte voilà résumé la chaîne de commandement qui transmet la volonté du Capital à ses agents dans la production de Pl : du Capital aux capitalistes financiers, de ceux-ci aux capitalistes actifs, et des capitalistes actifs aux prolétaires. (...) Il est temps d'en tirer des conclusions politiques.

Chapitre 3

Combattre les capitalistes n'est pas combattre le Capital

Au-delà des mercenaires il s'agit d'abolir leur maître, le capital, donc les RPPP qui le fondent.

Avec les développements du capital financier en un gigantesque château de cartes fait d'une multitude de "produits financiers" spéculatifs, le mouvement A-A' semble pouvoir être complètement détaché de la production elle-même, A semblant pouvoir devenir A' sans avoir à passer par le travail, les peins, les aléas, les difficultés d'un réel procès de valorisation dans la production et la vente de marchandises. mais l'argent ne produit rien ! "

A notre époque, celle de la sénilité du capital, le détachement du capital financier en fonction dans la production de PI a atteint un comble, la valeur attribuée au premier et les rémunérations auxquelles il prétend n'ayant qu'un très lointain et hypothétique rapport avec celle du second et de la PI réellement produite par le travail. D'où les krachs boursiers ravageurs à répétition qui viennent rappeler aux financiers qu'il n'y a pas d'argent magique capable de se valoriser sans passer par un réel procès de production.

En matière d'hypercroissance du capital financier il faut rappeler le rôle majeur que jouent les dettes, et tout particulièrement les dettes publiques. Au niveau mondial ces dernières ont atteint en 2024 le niveau astronomique de 318 000 milliards de dollars, soit 328% du PIB mondial ! Lesquelles dettes servent notamment :

1. Pour une large part à financer massivement les entreprises au nom du dieu "croissance" (cache-sexe de la valorisation du capital). Directement via divers types d'aides, ou indirectement via des abaissments de taxes, d'impôts, de charges sociales. (note : d'où les déficits des budgets sociaux dont la bourgeoisie rend responsables les "assistés" (chômeurs, malades, retraités, etc.).

2. A financer les dépenses de fonctionnement (son énorme bureaucratie administrative et politique) et les investissements de l'Etat agissant, comme c'est sa fonction, pour organiser et assurer les conditions de la valorisation et de la reproduction du capital en général, telles que, par exemple, les infrastructures, l'enseignement, la santé publique, la recherche scientifique, la police, la justice, l'armée, etc.

3. A financer les exorbitantes et croissantes dépenses militaires engagées pour essayer de maintenir la place de tel ou tel capital dans une concurrence mondiale exacerbée par la crise de sénilité du capital en général.

Rien qu'en ce qui concerne les financements des entreprises évoqués au point 1 ci-dessus, rappelons qu'en ce qui concerne la France le Sénat, qui ne peut être accusé de gauchisme, en a évalué le coût à 211 milliards rien que pour la seule année 2023.

Qui plus est toutes ces dettes publiques fournissent aux capitalistes financiers qui en détiennent les titres une source considérable de revenus sous la forme des intérêts que leur versent les Etats. Ainsi coup double pour le capital et ses représentants : le capital financier et le capital en fonction sont, tous deux ensemble, engraisés par le moyen de ces dettes publiques.

Et quand arrive le moment où, à force d'augmenter, la dette publique devient "insoutenable", alors la bourgeoisie clame qu'il n'y a d'autres solutions que celle de commencer à la rembourser par le moyen d'une diminution des salaires indirects (les prestations sociales) et un durcissement de toutes les conditions de travail. (...) Au final donc, et pour le moment, quel remarquable tour de passe-passe qui fait des travailleurs

des "assistés" responsables d'une dette publique développée au profit de la valorisation du capital ! Chapeau l'artiste !

Ce n'est pas le lieu ici de rappeler le processus historique du dédoublement toujours plus accentué de la propriété capitaliste sous la forme d'un capital financier, de plus en plus énorme, concentré, mais aussi fictif, et d'un capital en faction dans la production mondialisée de Pl. Par contre, il convient de tirer les conséquences de ce dédoublement en ce qui concerne les luttes de classe aujourd'hui et l'abolition du MPC sénile. A savoir notamment l'inanité des propositions de la gauche qui se résument, pour l'essentiel, à "prendre aux riches pour donner aux travailleurs exploités", ou, plus généralement, au peuple ; à attaquer le capital financier comme ponctionnant "trop" de Pl au profit des actionnaires et au détriment de l'investissement (promis de surcroît écologique), de l'emploi et des salaires, ce qui relancerait, selon la gauche, production et consommation, la fameuse "croissance" mortifère du capital.

Certes à première vue il y a de quoi crier haro sur le capital financier. C'est en effet la propriété financière qui semble être à la fois parasitaire en étant hors de la production et engranger le maximum de profits, s'en gaver.

En attaquant les "riches" la gauche ne s'attaque qu'à un résultat du mode de production capitaliste. Certes, non seulement ils sont hyper riches, mais ils sont hors de la production, apparaissent comme de gloutons, insatiables et cyniques parasites dont on pourrait aisément se passer.

Cible à laquelle ces socialistes vulgaires ajoutent aujourd'hui la mondialisation. le capital financier est ainsi doublement superficiellement stigmatisé : parasite et apatride. Ce que ces socialistes abordent moins, c'est que le capital financier recrute, finance et oriente le travail des scientifiques et des ICT, des capitalistes actifs dans le sens d'une production accrue de Pl, dans le sens de cette croissance mortifère du capital sénile. Et qu'il ne s'agit donc pas d'amaigrir plus ou moins la Finance et les financiers, voire même de les nationaliser, mais de remettre en cause cette croissance, donc ses causes, dont les RPPP capitalistes.

Ce qui a été approprié par une classe peut bien l'être par tous, transformé au profit du développement de tous, orienté vers la satisfaction de nouveaux besoins, moins de choses que de riches qualités humaines et respectant la nécessaire harmonie du métabolisme hommes/nature.

La condition matérielle d'une telle appropriation est évidemment le temps libre, libéré au maximum du travail contraint. Comme, et notamment depuis Marx, de nombreux auteurs l'ont montré, à force de développer la puissance et l'efficacité des machines, le capitalisme a fini par réaliser lui-même la possibilité d'une formidable réduction de la quantité de travail contrant et je n'y reviendrai pas ici. Sinon pour rappeler que 1°) les forces productives qui seront jugées utiles d'être conservées, et

même développées, seront néanmoins transformées afin d'être compatibles avec les contraintes écologiques et des besoins humains riches de qualités, et, 2°) que la suppression de toutes sortes de productions et activités inutiles et, pire encore, nuisibles, sera un autre moyen de diminution considérable de la quantité de travail contraint qui restera encore nécessaire à la satisfaction des besoins sociaux, en même temps qu'une mesure écologique très importante tant le MPC a développé la production de ces choses inutiles et nuisibles.

Abolir ces RPPP, c'est abolir le travail qu'ils créent avec toutes ses divisions dirigeants/exécutants, intellectuels/manuels, en même temps qu'abolir ce travail c'est abolir ce qui valorise et donc reproduit le capital, ces RPPP qui sont le capital. C'est une abolition réciproque. Il s'agit donc, et c'est ce qui va être l'objet du prochain chapitre, d'opérer une transformation des objectifs des luttes prolétaires d'autrefois qui ont échoué tout particulièrement en ceci qu'elles ne pouvaient pas procéder à cette abolition, faute que els prolétaires et autres travailleurs puissent être largement libérés du travail contraint.

Chapitre 4

A propos des luttes prolétaires

"L'Etat providence n'est plus finançable", "nous vivons au-dessus de nos moyens" affirme le chancelier allemand Merz (Les Echos, 8 septembre 2025)", ce qu'il faut avant tout freiner, c'est la dépense sociale" clame, comme beaucoup d'autres-, un média patronal (Les Echos 29 septembre 2025). Ce seraient donc aux travailleurs de trinquer pour ces dettes dont nous avons vu l'usage en faveur de la valorisation du capital.

Dettes, et nouveaux sacrifices qui seront exigés des travailleurs, qu'il est prévu d'augmenter bien davantage au prétexte de nouvelles et soi-disant urgemment nécessaires dépenses militaires qui rempliront les poches des marchands de canons et videront davantage celles des salariés (Par ailleurs ces dépenses militaires sont de ces investissements qui, certes procurent des profits aux capitaux correspondants (il y a bien production de PI), mais ne produisent pas les moyens de reproduire le capital, lesquels sont des forces de travail humaines, des machines, des matières premières, etc. Il s'agit donc d'un obstacle au procès de valorisation en général. C'est un point qui ne sera pas développé ici, sinon pour juste signaler qu'il y a là une manifestation de la sénilité du capital : cet obstacle, que l'aggravation des contradictions entre capitaux en lutte pour leur valorisation pousse d'ailleurs à élever).

Cette situation implique également la nécessité pour ces fonctionnaires d'avoir à modifier les formes politiques de leur pouvoir, du moins telles qu'elles existent le plus

souvent dans les principaux pays capitalistes depuis le 20^è siècle, c'est-à-dire les formes dites "démocratiques".

Elle implique en particulier que la gauche parlementaire, c'est-à-dire l'aile politique gauche de la bourgeoisie, ne peut plus réaliser de réformes significatives telles, par exemple, que celles du Front populaire ou de mai 1968 en France. Lesquelles contribuaient fortement à souder le peuple au MPC en maintenant l'espoir d'améliorations constantes, même si lentes et fort limitées, de ses conditions de vie.

La sénilité du capital n'empêche pas la gauche, qui ne la comprend pas, de continuer à proposer des programmes électoraux de réformes censées améliorer les conditions de vie des travailleurs. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant puisqu'elle n'a jamais compris ce qu'était le capital, le prenant simplement pour des choses, de l'argent, des machines, des patrimoines financiers, immobiliers ou fonciers, et non pas pour ce qu'il est, à savoir des RPPP historiquement spécifiques engendrant un inéluctable mouvement automate de valorisation, ainsi que d'accumulation et de concentration des forces productives et des fortunes en des mains toujours moins nombreuses. Or, des choses, on peut en changer aisément le propriétaire, l'Etat pourrait devenir ce propriétaire juridique, compter et répartir leurs quantités, décider de leur usage écologique et au service de "l'humain d'abord", etc.

"Le socialisme vulgaire a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition (Karl Marx, Critique du Programme de Gotha et d'Erfurt, éditions sociales 1900, p.33).

Il faut juste ajouter ici qu'à ces limites générales se rajoute aujourd'hui ce fait que la dette publique étant, pour une très large part, aux mains du capital financier mondial, celui-ci peut décider à sa guise de la banqueroute d'un Etat qui lui chercherait des noises en refusant de continuer à refinancier ses dettes arrivées à échéance ou/et en augmentant les taux d'intérêt qui seraient exigés pour ses emprunts, ce qui serait un coup fatal porté aux investissements, à l'emploi, aux salaires du pays que dirige cet Etat.

Il est d'ailleurs évident que reconnaître d'avoir à rembourser ces monceaux de dettes, sans même parler d'avoir à les augmenter, c'est se mettre sous la coupe des prêteurs, du capital financier. Tous problèmes que font semblant d'ignorer les socialistes vulgaires, bien qu'ils aient souvent été réduits piteusement à l'échec par "le mur de l'argent" (la dernière fois en France en 1982), en promettant la lune aux prolétaires simplement parce qu'ils "prendraient aux riches".

Saint Paul déclarait déjà que "qui ne travaille pas, ne mange pas", Blanqui que "qui fait la soupe doit la manger", l'Internationale que "l'oisif ira manger ailleurs", tandis que Proudhon définissait la propriétaire comme "cet homme qui, maître exclusif",

souverain absolu d'un instrument de production, prétend jouir du produit de cet instrument sans le mettre lui-même en œuvre", d'où pour lui, et beaucoup d'autres, que "la propriété c'est le vol", alors qu'elle est, dans le capitalisme particulièrement, un rapport de production. spécifique d'où découle la répartition des produits, ce qui est tout autre chose, et que masque le mot "vol".

D'une façon générale la lutte contre les inégalités est une revendication essentielle du mouvement prolétaire depuis ses origines, qui l'a amené bien souvent à s'affronter directement avec la bourgeoisie, d'abord au sein même des révolutions bourgeoises. (...) Babeuf prolonge la revendication qui, dans son principal ouvrage *La Conjuración des Egaux*, propose la nationalisation de la propriété, que chacun travaille selon ses talents, et que les produits de tous soient mis en commun en vue d'une distribution égalitaire. Et la revendication se poursuivra et se perfectionnera de la Commune de Paris jusqu'à la Révolution culturelle chinoise, qui eût le mérite au moins de l'élever jusqu'à poser, sans pouvoir encore la résoudre, la question radicale quant aux inégalités : celle de l'abolition de la division capitaliste du travail entre "puissances intellectuelles" et "exécutants" dominés et désappropriés.

Quant au programme de la gauche contemporaine de se contenter de prendre, un peu, aux "riches" c'est à la fois trop et trop peu. C'est trop parce que c'est suffisant pour que leur fortune financière aille voir ailleurs dans un monde aujourd'hui largement ouvert à tous les flux et reflux financiers. La finance a en effet de multiples formes et nombreux moyens de se déplacer aisément et la concurrence entre nations pour attirer les capitaux crée toujours ce genre d'opportunités. De plus, quand l'économie d'un pays, comme la France par exemple, dépend pour une large part des investissements de financiers étrangers il serait très difficile, voire impossible de se passer d'eux (y compris pour faire rouler (c'est-à-dire emprunter à nouveau, chose indispensable pour payer les dettes arrivées à échéance compte tenu de leur ampleur. Taxer quelque peu les financiers nationaux n'y saurait suffire. Faire rouler la dette entretient la masse de capital fictif).

C'est trop peu car finalement c'est tomber dans cette juste prévision de Saint-Just (et il en a subi les conséquences !) selon laquelle "ceux qui ne font les révolutions qu'à moitié creusent eux-mêmes leurs propres tombes". En l'occurrence ce que la gauche propose de "prendre aux riches", ce qui ne représente pas la moitié d'une révolution mais à peine 1% (donc ces gens de gauche ne risquent pas la tombe), ne sont que quelques très légères banderilles, néanmoins suffisants pour que ces "riches" y voient un chiffon rouge écarlate, alors qu'il est à peine rosâtre, et fantasment sur leur future mise à mort. Ils réagissent donc en conséquence facilement puisqu'on leur a ainsi laissé tous les moyens de le faire : hausse des taux d'intérêt, grève des investissements, fuite des capitaux, mobilisation des médias, organisation et financement de bandes fascistes, de la police, de l'armée s'il le faut, etc.

Nous avons déjà noté que la sénilité du capital rendait obsolète les vieilles alternances droite/gauche qui étaient une -caractéristique -des démocraties bourgeoises. (...) Pour passer de la démocratie à la dictature il y a bien sûr le coup d'Etat. C'est expéditif, mais peu efficace car la brutalité de la chose rend évidente la manœuvre et engendre rapidement une opposition virulente qui obère son efficacité. Il vaut bien mieux essayer d'embarquer une partie, la plus grande possible, de la population vers l'idée d'un Etat ultra autoritaire et ne lésinant pas sur les moyens policiers, voire militaires, rétablirait l'ordre au lieu du chaos intérieur, et défendrait l'intérêt national face au chaos extérieur entraîné par l'exacerbation de la concurrence internationale. Toutes choses qu'à l'évidence ne réussit pas à faire un système démocratique plongé dans des querelles politiciennes picrocholines.

Cet échec conduit donc à la critique généralisée de ce système démocratique failli (mais pas automatiquement à celle du MPC qui le sous-tend). Elle apparaît notamment à travers ces trois faits :

1) Le développement d'une forte abstention, notamment dans l'électorat populaire. Les sociologues constatent ce que certains appellent une grande "fatigue démocratique". Une large part des abstentionnistes le sont parce qu'ils n'attendent plus rien des dirigeants politiques traditionnelles, qu'ils jugent simplement intéressés par les gras avantages du pouvoir, sans parler des juteux copinages et de la corruption qui s'y développent. Et parmi ceux qui votent encore, beaucoup le font pour voter "contre", contre l'extrême droite notamment ou des "sortants" qui les ont déçus, et non "pour" des représentants dont ils attendraient quelque chose. "L'idée que l'élection peut changer les choses est de moins en moins partagée".

2) Une tendance des électeurs au "dégagisme", à croire qu'il suffirait de remplacer les élites dirigeantes et partis traditionnels par de nouveaux promettant d'en finir avec la pétaudière parlementaire, les disputes pour les postes, l'impuissance, la corruption, et autres tares. D'où :

3) L'idée que la solution face aux désordres et désastres relèverait de l'instauration d'un Etat fort, autoritaire, inflexible, et qui soit effectivement au service exclusif, et par tous les moyens, de ce tout qui serait la Nation, d'où l'association idéologique et politique Etat dictatorial-ultranationalisme. (...) Même si pour satisfaire à cet ultra nationalisme il faut lui concéder des mesures comme la lutte contre les immigrés ou le protectionnisme, qui sont contradictoires avec les intérêts du capital.

Quoi qu'il en soit la sénilité du capital implique la fin de la démocratie bourgeoise. Elle implique aussi que, en dehors d'un aléatoire coup d'Etat, les hauts fonctionnaires du capital, pour disposer d'un Etat qui continue de défendre et promouvoir la valorisation du capital, et par là leurs intérêts, n'ont plus que la solution de s'allier avec les forces politiques d'extrême droite, quitte à devoir accepter pour cela d'avaloir quelques couleuvres, comme, par exemple, des obstacles protectionnistes,

l'utilisation de la main d'œuvre immigrée ou celle de pays à bas coûts salariaux. Cela parce que ces forces sont seules capables, par leur démagogie populiste-nationaliste, d'apporter un soutien populaire à l'instauration d'un Etat qui répondrait à cet objectif.

"Le rapport entre le Capital et le Travail revêt la fausse apparence d'un rapport d'association dans lequel l'ouvrier et l'entrepreneur se partagent le produit suivant la proportion des divers éléments qu'ils apportent" (Karl Marx). De sorte que "la forme salaire (...) fait donc disparaître toute trace de la division de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail, en travail payé et non payé, de sorte que tout le travail de l'ouvrier libre est censé être payé" (Karl Marx). Le profit apparaît alors comme un rapport du capital avec lui-même, et non comme travail fourni gratuitement par des salariés. (...) Ainsi, en outre, cette mystification "induit le capitaliste à penser - le persuade -) que son profit est dû non pas à l'exploitation du travail (...) mais surtout à son action personnelle." (Karl Marx).

Il résulte plusieurs conséquences de toutes ces apparences superficielles du rapport salarial :

1) "L'exploitation" n'est pas comprise comme le résultat d'un rapport de production historiquement spécifique, intrinsèque au MPC, manifestation de la "volonté" du capital automate, mais simplement comme la volonté de tel ou tel capitaliste avide d'obtenir un partage inéquitable, injuste entre les deux associés que seraient les capitalistes (pardon, les "entrepreneurs") et les salariés qu'il embauche. Lesquels capitalistes apparaissent aujourd'hui seulement être les financiers dont les fabuleuses rémunérations apparaissent particulièrement injustes puisqu'ils "s'enrichissent en dormant", selon une critique superficielle que leur porte la gauche. Bref, dans les luttes salariales il y a l'illusion d'un possible capitalisme équitable.

2) Le rapport salarial pousse à penser que plus le capital dont il dépend est replet plus lui-même pourra être repus, même si pour cela il doit lutter en conséquence. Il "accoutume le travailleur à voir sa seule chance de salut dans l'enrichissement de son maître" (Karl Marx), à le soutenir face à la concurrence, à lui reprocher d'employer des étrangers, en même temps qu'à devoir batailler contre lui pour obtenir une part "équitable" de cet enrichissement de ce maître.

3) Sans le vouloir, par leurs luttes salariales, les prolétaires ont non seulement pu améliorer leurs conditions de vie, mais ont aussi, ce qu'ils n'imaginaient pas, contribué à accélérer la marche vers sa sénilité. Laquelle, aujourd'hui, bien réelle, aboutit à ce que les luttes salariales, comme on l'a vu, atteignent leur limite. (...) "Au lieu du mot d'ordre conservateur "un salaire équitable pour une journée de travail équitable" ils (les prolétaires) doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire "Abolition du salariat" (Karl Marx).

Les limites, et donc les échecs que vont rencontrer les luttes salariales du fait de la sénilité du capital, vont amener les prolétaires à découvrir qu'ils n'ont d'autres solutions que d'élever le niveau de leurs luttes jusqu'à celui de luttes contre le capital, au lieu de seulement fustiger ces "riches" qui prennent une part bien trop grande du produit de "l'association" capital-travail. Il en va de même d'ailleurs pour d'autres domaines des luttes, comme, notamment, celui des luttes écologiques dont chacun est, petit à petit, bien obligé de voir qu'elles se heurtent au refus, ou plus exactement à l'impossibilité pour le capital, pour cause de sénilité, d'empêcher l'aggravation de tous les ravages écologiques.

Il est utile de voir que la quasi-impossibilité à l'époque de la sénilité du capital de "réformes" qui soient favorables aux prolétaires, durables et un tant soit peu significatives, n'est pas qu'une mauvaise nouvelle.

La majorité des prolétaires (...) pousse spontanément au réformisme comme idéologie et comme seul objectif de leurs luttes tant que le capitalisme peut ou paraît pouvoir procurer cette amélioration. Ils y ont particulièrement adhéré au 20^e siècle dans les pays impérialistes, puisqu'effectivement - et à condition d'oublier ou d'accepter que deux guerres mondiales, d'innombrables exactions et massacres coloniaux, des grèves brisées avec les plus grandes brutalités policières et judiciaires en furent aussi des caractéristiques - le capitalisme a pu y augmenter significativement le "niveau de vie" matériel des prolétaires. Leur paupérisation ne leur apparaissait en général pas puisqu'elle y était alors en général non pas absolue, comme elle devient de plus en plus aujourd'hui, mais seulement relative à l'accroissement du capital (à la part des richesses s'accumulant à ce pôle).

Ainsi la sénilité du capital signifie aussi la fin du fondement matériel de la domination du réformisme et de la gauche sur les luttes prolétaires et populaires. Domination qui n'était pas tant le fait d'un "couvercle" idéologique, organisationnel et médiatique qui aurait été posé par les partis et syndicats réformistes sur un prolétariat chaud bouillant révolutionnaire, mais qui était plutôt la manifestation des circonstances historiques particulières. (...) La fin des possibilités réformistes à l'époque de la sénilité du capital ne laisse plus qu'une seule possibilité aux revendications prolétaires et populaires : la révolution pour abattre le MPC, donc pour le communisme.

Ce qu'il y a (...) de positif dans cette négation des formes dites démocratiques du pouvoir bourgeois, et derrière elle, du pouvoir du capital, c'est qu'il s'agit de l'écroulement d'une illusion : celle qu'il s'agirait du pouvoir du peuple. L'illusion d'avoir voix au chapitre à égalité avec quiconque dans le cadre de la domination du capital et de ses agents. L'illusion que les "citoyens", personnages purement juridiques, dont la dite Egamlité est purement fictive, pourraient espérer une amélioration constante de leur situation de prolétaires et de travailleurs dominés et exploités par les puissances du capital en mettant occasionnellement un bulletin dans l'urne, ainsi que par des droits,

édiktés, contrôlés et limités par ces puissances, de faire grève, de manifester, de se syndiquer, etc.

Le positif, dans ce processus, c'est qu'il s'agit de la disparition du "*soft power*" des capitalistes, de la bourgeoisie en général, et, derrière eux, du capital. Un pouvoir qui pouvait s'affirmer relativement pacifiquement, du moins dans les riches métropoles impérialistes quand, comme nous l'avons vu, l'augmentation du taux d'exploitation était masquée par une légère augmentation du niveau de vie des salariés, qui paraissait pouvoir être poursuivie pas à pas. (...) Maintenant bien mieux qu'avant, son pouvoir politique peut être compris pour ce qu'il, est vraiment : le pouvoir absolu du capital représenté et exécuté par ses fonctionnaires.

Le processus révolutionnaire communiste consiste notamment à (...) amplifier au maximum le temps libre et à partager le travail contraint entre tous. C'est le travail contraint propre au MPC, c'est-à-dire le travail sous la forme sociale de travail abstrait, qui (...) engendre le mouvement automate de la valorisation et de l'accumulation (la "croissance") du capital, le produit et le reproduit sans cesse. Donc abolir ce travail, c'est abolir le capital puisque c'est abolir les rapports de production (RPPP) qui le fondent en même temps qu'ils produisent le travail contraint comme travail abstrait.

Il résulte de tout cela qu'une des premières tâches à entreprendre après la prise du pouvoir par les forces révolutionnaires est de concrétiser le plus rapidement possible l'important potentiel de diminution du temps de travail créé par le capitalisme. Cela notamment en supprimant toutes sortes de productions et de fonctions inutiles, et même nuisibles à un développement qualitatif des humains dans une nature respectée. Et les grandes quantités de travail ainsi économisées dans les activités supprimées pourront, en étant réparties dans les activités qui seront conservées, augmenter le temps libre de tous. En même temps, supprimer tous les travaux néfastes et inutiles sera aussi un des moyens de la résolution des problèmes écologiques légués par le MPC.

Maîtriser collectivement le développement au lieu qu'il soit déterminé par le capital n'est pas renoncer à tout développement. C'est organiser un développement maîtrisé collectivement dans toutes ses conditions et conséquences.

Chapitre 5

Travailler plus, plus durement, pour gagner moins ou attaquer le travail

Le temps libre, beaucoup de temps libre, est une nécessité pour que les individus dépossédés et écrasés par le capital et ses agents s'approprient les connaissances nécessaires à la maîtrise collective des conditions de la production, en

même temps qu'au développement de leurs personnalités. De sorte que s'attaquer aujourd'hui au travail et avoir pour objectif d'en réduire massivement la quantité tout en assurant à chacun un "niveau de vie" satisfaisant - ce qui est tout à fait possible - doit être mis par les prolétaires au cœur de leurs luttes.

Ce qui saute aujourd'hui particulièrement aux yeux avec l'aggravation. de la sénilité du capital, c'est la grande offensive développée par ses différents hauts fonctionnaires économiques, politiques, médiatiques, etc., pour augmenter le temps de travail des salariés tout en en dégradant les conditions. (...) Et c'est donc aussi une résistance qui se renforce petit à petit contre cette offensive, qui, pour ne citer que quelques exemples, va de nombreux actes individuels comme la fuite devant le travail (par exemple "la grande démission", le coulage, l'absentéisme, dont se plaignent sans cesse les fonctionnaires du capital) jusqu'aux grandes mobilisations contre le recul de l'âge de départ à la retraite.

Depuis toujours le capitaliste est obsédé par la maîtrise et le contrôle du temps des salariés, y compris du temps de loisir dont il s'applique à faire aussi un temps pour lui, un temps de consommations marchandes, lucratives pour lui et aliénantes pour le consommateur, ou un temps de consommation de spectacles (divertir, c'est faire diversion), de la propagande médiatique et culturelle justifiant le MPC, "la valeur travail" et faisant l'éloge des entrepreneurs.

Tout le reste est pour lui du temps perdu ! Que le maximum de temps soit affecté à la production de PL, ou à des activités générant du profit. Taylor en a été un des exemples les plus connus dans le domaine de la production : le chronométrage systématique des gestes, la recherche de leur simplification au maximum et la chasse aux temps morts pour obtenir une plus grande intensification du travail. Puis Ford avec la chaîne qui impose sa cadence aux ouvriers, ainsi que le fait, d'une façon générale, la machinerie. Et aujourd'hui la vidéosurveillance partout, jusque dans les rues, la géolocalisation pour les travailleurs qui se déplacent (chauffeurs, livreurs ubérisés, etc.), toujours pour parfaire la chasse au moindre temps mort, au moindre ralentissement de l'effort.

Comme le résume bien W. Streeck (*Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard), l'augmentation systématique des dettes, de l'Etat comme des entreprises, n'était et n'est toujours qu'un moyen pour les capitalistes de "gagner du temps", de reculer le moment de la manifestation évidente de la sénilité du capital et du système social capitaliste en usant de ses ressources pour distribuer plus de profits (sous forme de dividendes et de rachats d'actions). Un supplément alors fictif puisqu'issu des dettes de l'Etat et non d'une réelle production de PL. De sorte que la stagnation de la production de PL et la baisse des taux de profits étaient masqués par cette manœuvre.

Jusqu'au jour où le monceau de dettes publiques, ainsi accumulé et n'ayant pour contrepartie que du capital fictif, devient "le mur de la dette". Jusqu'ici l'Etat payait les intérêts et remboursait les emprunts arrivés à échéance en émettant de nouvelles dettes. Non seulement il "roulait" ainsi la dette publique, mais il l'augmentait de nouveaux emprunts pour, toujours, retarder l'échéance, masquer un peu plus longtemps la sénilité du capital. Maintenant les financiers prêteurs s'inquiètent de plus en plus de la capacité de l'Etat à les rembourser, donc les taux d'intérêt des emprunts montent, et il apparaît que le "mur de la dette" va devenir infranchissable et risque fort de déclencher sous peu un gigantesque krach mondial. Alors il est urgent que les peuples se soumettent à la nécessité, effectivement "vitale" pour la société capitaliste, de rembourser la dette publique.

Bref, l'Etat doit absolument trouver le moyen de réduire "l'Himalaya" de la dette publique. Et ce moyen pour lui qui doit assurer la reproduction du MPC et donc ne pas affaiblir davantage qu'il ne l'est déjà le procès de valorisation du capital, consiste à dégrader, voire supprimer les services sociaux dont il gère le financement.

C'est d'ailleurs bien ce qu'implorent et exigent les capitalistes qui sont aujourd'hui dans l'obligation de diminuer le coût du travail pour pouvoir maintenir le taux de profit déclinant. Ils vocifèrent contre les "charges sociales" qu'ils paient pour ces services sociaux, ce salaire indirect mutualisé, et dont la diminution a été une cause de l'accroissement de la dette publique dont ils ont profité, capitalistes actifs comme passifs, et qui maintenant les affole.

En plus de quoi ils s'emploient activement et brutalement à augmenter le temps de travail des salariés, en accentuant la chasse aux moindres temps morts et en allongeant la durée de travail, quotidien (allant jusqu'à limiter le temps passé aux toilettes, à l'imposition d'heures supplémentaires accompagnée du prétexte fallacieux de "travailler plus pour gagner plus"), hebdomadaire (diminution des droits à des arrêts maladies, heures supplémentaires quasi obligatoires), annuel (diminution des jours de congé), sur toute la vue (allongement de l'âge de départ à la retraite).

Ils fustigent "l'Etat-providence" qui pousserait nombre d'individus à la paresse, à vivre d'allocations diverses. Mais l'Etat n'a jamais été "Providence" que pour les capitalistes, car tout ce qu'il a redistribué aux travailleurs via les diverses aides sociales alimentées par les impôts et taxes que payaient les capitalistes en plus de ceux payés par les travailleurs n'était, et n'est toujours rien d'autre d'une petite partie de la PI qui leur a été extorquée. Ce qui fait hurler les capitalistes, c'est qu'ils voudraient que toute cette PI, ou du moins le plus possible, leur soit affectée, leur reste sous forme de profits. Et ils hurlent d'autant plus fort qu'effectivement leurs taux de profits baissent.

Finalement ce qui advient aujourd'hui est que la manœuvre qui a consisté à masquer la sénilité du capital en minimisant ses effets par le moyen des dettes publiques a atteint sa limite. Elle a permis de retarder l'échéance, mais aujourd'hui ces

dettes ont atteint une telle masse que les rembourser toutes est devenu quasi impossible. Elles sont une sorte de bombe atomique en puissance au sein du système financier mondial, menaçant de déclencher un krach gigantesque.

Bref, les travailleurs sont impérativement sommés d'avoir à rembourser les dettes publiques car "nous vivons au-dessus de nos moyens", "nous avons trop de dettes", et les résorber, "ça dépend évidemment de notre capacité collective à corriger la trajectoire de nos comptes publics". Tel est le refrain tonitrué chaque jour à chaque heure par la quasi-totalité des médias. Les "nous", les "nos", les "collective" lourdement répétés sont remarquables puisque cette dette publique a essentiellement servi à financer le capital actif et le capital financier via des subventions, aides et dégrèvements fiscaux qui ont en même temps creusé les déficits des services sociaux. Remarquable et parfaitement hypocrite puisqu'en réalité le "nous" qui doit payer est concrètement réduit aux travailleurs, aux "assistés", aux malades, aux chômeurs, aux retraités. (...) En réalité que les travailleurs, les retraités les moins riches, mais pas, ou si peu, "nos" entreprises, le capital et ses divers hauts fonctionnaires.

Donc, affirment ces fonctionnaires, comme ce sont "les entreprises qui créent la richesse (...) il faut s'attaquer aux dépenses sociales plutôt qu'aux entreprises" (théorie qui a pu avoir parfois une certaine et petite réalité autrefois, mais qui n'en a plus aucune aujourd'hui du fait que la production de PI, exige un appauvrissement absolu, et non plus seulement relativement à l'accumulation du capital aux mains des "riches", de la majorité de ceux qui la produisent, ou aident à sa réalisation). Et quand ils parlent des entreprises ils les présentent comme "nos entreprises à tous, qui font la richesse de tous, et qu'ils ne pourront plus la faire si on les impose davantage. Or non seulement les entreprises sont la propriété juridique de quelques capitalistes, pas la nôtre, mais elles ne créent rien, seul le travail crée, dans certains rapports de production, avec certains moyens.

Il en résulte finalement que le mot d'ordre général de la bourgeoisie est "travailler plus et gagner moins" (notamment, pour commencer, par la baisse des prestations sociales, "salaires indirects mutualisés"). Travailler plus doublement d'ailleurs : non seulement travailler plus longtemps, mais aussi plus intensément. mot d'ordre qui s'accompagne d'une vaste campagne pour vanter "la valeur travail" et stigmatiser la paresse à laquelle s'adonnerait voluptueusement une trop grande partie de la population vivant aux crochets des braves et honnêtes gens grâce à "l'assistanat". Mais, des bourgeois et des prolétaires, qui vit aux crochets de qui ? Et qui peut vivre du RSA ou de quelques petites centaines d'euros d'allocations pas mois ? Inutile de développer !

Le capital sénile ne se contente pas de dégrader le travail des hommes et les hommes eux-mêmes, mais de plus ses fonctionnaires réclament à cor et à cri et obtiennent le démantèlement des quelques modestes réglementations écologiques existantes.

A quoi s'ajoutent des luttes écologiques qui mobilisent pour le moment surtout des couches de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, mais qui, d'une façon générale, remettent aussi en cause le travail dans le MPC comme étant l'activité qui ravage la nature en tant que travail pour l'argent, pour la "croissance", même si celle-ci n'est pas, en général, encore perçue par la plupart des écologistes comme étant le mouvement automate de la valorisation inhérent au MPC.

Les puissantes luttes antifascistes des années 1930-1940 en Europe ont fini par déboucher à la Libération sur des réformes sociales qui, pour importantes qu'elles furent, avaient pour fondement théorique et ont eu pour résultat pratique la relance du MPC, à l'Ouest sous l'égide des Etats-Unis, à l'Est sous la forme du capitalisme d'Etat qu'ont toujours été les régimes staliniens de l'ex URSS.

Comme il a été dit, ce type de luttes est aujourd'hui voué à l'échec, au mieux à des succès minimes et éphémères, vite effacés par la nécessité où est le capitalisme sénile d'avoir à durcir sans faiblir toutes les conditions de l'exploitation des hommes et de la nature. Cela ne veut pas dire qu'elles ne doivent pas être menées, car il faut bien défendre sa peau pied à pied, tenter de refuser le chômage, de refuser de "travailler plus et plus durement pour gagner moins", de refuser les ravages sociaux et écologiques du capitalisme sénile, toutes choses qui, au-delà des prolétaires, touchent aussi des couches petites et moyennes bourgeoises travaillées par de multiples et profondes inquiétudes.

Mais peu à peu le constat des échecs de ce type traditionnel de luttes amènera un nombre grandissant d'individus à n'avoir plus devant eux que deux orientations politiques : la première consiste à imaginer qu'une perpétuation du MPC serait possible qui soit faite d'une croissance au service du peuple national et non plus au service d'une petite caste de gros capitalistes arrogants, cosmopolites, associés à cette "élite" politique dirigeante traditionnelle, avide, égoïste, associés représentant un capitalisme mondialisé totalement indifférent aux intérêts nationaux qui seraient ceux du peuple. La deuxième consiste, au contraire, à engager un processus d'abolition du MPC afin qu'il n'emporte pas l'humanité avec lui dans les affres de son agonie qui s'annonce.

Première orientation politique

Cette orientation consiste à vouloir que le capital qui vous emploie, ou pourrait vous employer, soit puissant et patriote, dévoué au service de la Nation, au service du Peuple.

Cette orientation est bien connue. C'est celle qui, répétons-le, consiste à penser que mieux la capital national (comme si le capital avait une patrie) se porte, fait des profits, écrase la concurrence étrangère, plus grosses seront les miettes qu'il pourra distribuer aux travailleurs, ce que promettent les partisans d'un Etat dirigé par des

nationalistes intransigeants, qui distribueraient généreusement ces miettes en faveur du peuple, socialistes donc.

Cette voie, dite aujourd'hui par euphémisme "d'extrême droite" plutôt que fasciste, reçoit l'appui non seulement des petits et moyens capitalistes qui sont particulièrement en difficulté, mais aussi, de plus en plus ouvertement, de la plupart des fonctionnaires du grand capital, lequel pourtant n'existe aujourd'hui que dans une mondialisation que critique cette extrême droite.

Bref, pour la bourgeoisie, accepter de remettre le pouvoir aux néofascistes, les y porter même, c'est le remettre à une force politique qui a la confiance d'une assez grande partie du peuple et qui promet d'assurer un pouvoir autoritaire qui saura mater les protestations, les révoltes de l'autre partie à tendance émeutière et plus ou moins révolutionnaire.

En effet, la partie révolutionnaire du peuple, quand elle existe suffisamment pour s'affirmer concrètement, s'en prend pour commencer, au-delà de cette "élite" politique, aux hauts fonctionnaires et mercenaires du capital, les capitalistes, du moins aux plus visibles, les "riches", les capitalistes financiers, s'en prend aussi à nombre d'effets du MPC, notamment à la domination du capital sur le travail et ses résultats, à ses ravages sur les hommes et la nature. tandis que la partie d'extrême droite en reste au seul rejet des "élites" traditionnelles, ne rejette rien du MPC, sauf l'immigration, pas même ses dégâts écologiques les plus évidents.

Leurs "valeurs", c'est toujours "travail, famille, patrie", leurs moyens pour vaincre ces ennemis, c'est la répression judiciaire et policière pour surmonter toutes les oppositions qui "sapent l'unité nationale" indispensable à la prospérité du pays.

Appareil policier qu'ils ne cessent de "perfectionner" et dont ils justifient l'usage de plus en plus étendu et brutal, sans limite, à l'aide d'intenses campagnes médiatiques pour créer la peur en donnant une importance démesurée aux "faits divers" tels que crimes, cambriolages, viols, délinquances diverses, quartiers livrés aux mafias de la drogue, et en présentant systématiquement les protestataires comme des "casseurs", et même des "tueurs de policiers" en puissance, etc.

Le grand capital dominant est aujourd'hui entièrement et profondément mondialisé. L'extraction de la PI se réalise tout au long de chaînes de production mondiales avant qu'elle soit, pour l'essentiel, accaparée dans les grands pays du Centre selon des mécanismes bien ridés et bien connus (Voir T. Thomas, *Les mondialisations*, Contradictions, Bruxelles, 2003). or l'extrême droite fascisante fonde largement son influence populaire sur une exacerbation du nationalisme, ciblant aussi bien la mondialisation des chaînes de production rendue responsable de la désindustrialisation des pays centraux et d'une concurrence "déloyale" des pays étrangers, que l'immigration qui contribue à abaisser les salaires dans les métropoles

(ce qui est vrai, mais cela au service de la valorisation du capital national que souhaite maximum cette extrême droite) et à vider les caisses des services sociaux (ce qui est faux, au contraire ils les abondent).

Il n'en reste pas moins que ces gigantesques oligopoles qui sont une caractéristique de la sénilité du capital ne peuvent valoriser leurs capitaux qu'à l'échelle mondiale. Il leur faut absolument cet "espace vital". la mondialisation de la valorisation reste pour chacun d'eux une nécessité. mais, comme il n'y a pas "assez de place" pour tous, la concurrence est telle qu'elle dégénère en guerres ouvertes, dont les brutales guerres commerciales d'aujourd'hui ne sont que les prémisses.

Dans le domaine militaire, c'est une évidence, les "progrès" de l'efficacité destructrice des armements sont "remarquables". Il est inutile de le développer ici puisque les hauts fonctionnaires du capital s'en vantent dans tous les médias. Ce qu'ils ne disent pas et ne savent pas, c'est que ces dépenses, si elles font le bonheur des capitalistes concernés, sont un frein à la valorisation du capital puisqu'elles ne renouvellent pas des moyens de production de la Pl et ruinent les sociétés.

L'IA, comme tout progrès scientifique et technologique déterminé par la valorisation du capital, se présente comme un puissant outil au profit d'une domination accrue du capital sur le travail, et donc les travailleurs, en vue d'une augmentation des taux d'exploitation et de l'extraction de la Pl. or nous savons que l'époque de sénilité du capital est justement celle où de tels progrès ne permettent plus de stimuler la valorisation du capital puisqu'ils ne diminuent les coûts salariaux que bien moins qu'ils n'augmentent ceux de la machinerie et de ses approvisionnements (les approvisionnements de l'IA en électricité et en eau sont très considérables).

"Selon Daron Accomoglu, récent prix Nobel d'économie, seuls 5% des emplois sont automatisables et susceptibles d'être remplacés par l'IA". Un remplacement par contre très coûteux. Ce que confirme le MIT qui "vient de sortir une étude qui décrit par le menu pourquoi 95% des projets d'accroissement de la productivité par l'IA sont des échecs". Ainsi des milliers de milliards de dollars sont déjà investis dans l'IA sans qu'encore aucun profit n'apparaisse à l'horizon.

Par contre l'IA s'avère pouvoir et devoir être très certainement une catastrophe écologique. Et pour couronner le tout il s'avère aussi qu'elle sera un redoutable instrument au service de la fascisation des sociétés.

Pour commencer, les dirigeants des géants de la "Tech" affirment que les sciences et technologies vont, enfin, parvenir à résoudre tous les problèmes de l'humanité : pauvreté, maladies, désastres écologiques, etc. Ainsi ils prônent "l'accélérationnisme" : consacrer tous les efforts à accélérer les développements scientifiques et technologiques, dont notamment l'IA. Et aussi le "transhumanisme", une sorte de fusion des humains avec des technologies, par exemple via l'implantation

d'électrodes dans les cerveaux, avec le développement d'une IA qui serait supérieure au cerveau (c'est le projet Neuralink d'E. Musk), ainsi que par des manipulations génétiques. Ils donneraient une réalité positive au mythe de Frankenstein à coups de milliards de dollars ! Et ils se disent "libertariens", c'est-à-dire luttant pour qu'aucune réglementation étatique ne vienne entraver leur génie à inventer de magnifiques "progrès" "accélérateurs" et "transhumanistes". Leur mot d'ordre : que l'Etat, cette bureaucratie parasitaire, se limite à leur fournir les moyens financiers dont ils ont besoin et les protège de leurs ennemis, wokistes, gauchistes, écologistes, et autres gêneurs de toutes sortes, y compris les scientifiques et intellectuels s'opposant à leurs élucubrations.

Deuxième orientation politique

Dans ce même mouvement historique où, tout particulièrement pour les prolétaires, ce travail est devenu de plus en plus contesté, il est aussi apparu qu'il était possible d'en diminuer massivement la quantité. Ce que les développements du machinisme ont déjà commencé à faire, et ce que pourra aisément démultiplier la suppression de toutes sortes de travaux et de besoins inutiles, c'est-à-dire sans intérêt, en vue d'un développement humain riche de qualités, et, pire encore, bien souvent nocifs. (...) Le temps libre ainsi créé sera alors le moyen pour les individus de s'approprier les moyens matériels et intellectuels de celles des conditions de leurs vies qui dépendent d'eux et de leurs rapports.

Les capitalistes ont leur TINA (*there is no alternative*, selon la formule de Thatcher) : travailler plus et plus durement pour gagner moins, tout en accélérant et amplifiant la destruction de la nature.

Les prolétaires doivent y opposer leur propre TINA : travailler moins, autrement, pour satisfaire des besoins sociaux librement, collectivement - c'est-à-dire réellement démocratiquement - déterminés, et augmenter toujours et au maximum le temps libre pour exercer des activités libres, dont celle de décider collectivement quoi, comment produire et répartir.

Etant finalement amenés à lutter pour abolir le travail capitaliste faute de pouvoir en améliorer les conditions, les prolétaires luttent de fait pour abolir le capital et le capitalisme.

La grève, c'est déjà du temps libre pris pour s'organiser, pour transformer sa situation, commencer à s'affirmer en arrachant des concessions aux capitalistes. Le temps libre qui sera massivement conquis au cours d'un processus révolutionnaire communiste le sera pour abolir les RPPP qui fondent le MPC.

Citons seulement en guise d'illustration trois exemples parmi tant d'autres : 1) le besoin, très coûteux, de transports domicile-travail - et souvent par voiture - que suscite l'organisation des territoires propre au MPC. Mais aussi les besoins de transports

mondiaux suscités par la mondialisation des chaînes de production. (...) 2) les gigantesques besoins militaires induits par la concurrence généralisée - notamment entre grands pays impérialistes - évidemment nuisibles en tout : coûts pharamineux en vue d'hécatombes et de ravages inouïs, gaspillage de temps de travail, etc. 3) les besoins de police, également très coûteux, engendrés dans la population, pour la plupart, par les désordres, gangs, mafias et autres comportements asociaux, individuels et violents, créés par le capitalisme, et fortement accentués par sa sénilité.

Il est évident qu'il y a un immense potentiel de réduction de la quantité de travail (et donc d'une certaine "décroissance") dans la suppression de toutes sortes de besoins engendrés par les nécessités de la valorisation du capital. Lutter pour abolir le capital, c'est aussi lutter pour abolir ces très nombreux besoins nocifs, donc abolir leurs causes.

Par exemple en mai-juin 1968 en France on a vu s'affirmer le refus de ce travail avec des slogans populaires largement repris tels que "métro-boulot-dodo y en a marre" ou "nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner". Ce n'était qu'un modeste début, il faut continuer, et pour cela approfondir ces combats contre le travail. Approfondir c'est, notamment, comprendre qu'il s'agit d'une lutte "à mort" entre les deux TINA, qui ne relève donc nullement des objectifs et méthodes réformistes habituels puisqu'il s'agit d'abolir le capital.

Pour ne citer que quelques exemples, environ 15% des cancers du poumon sont occasionnés par une exposition professionnelle à l'amiante et 10% de tous les cancers masculins par des expositions à des cancérrogènes professionnels, 3,5% des infarctus du myocarde sont inuits par le stress au travail (...) environ 15% des asthmes des adultes sont d'origine professionnelle. Les troubles musculo-squelettiques occasionnés par des contraintes biomécaniques sont la première cause d'arrêt de travail et de sortie prématurée de l'emploi (...). Bref, le coût pour la société des risques professionnels "est estimé dans différents pays comme allant de 2 à 14% du PIB".

Sans surprise encore c'est pire pour les chômeurs : "la condition de chômeur est associée à (...) une mortalité toutes causes confondues presque trois fois plus élevée par rapport aux personnes de même âge et de même sexe ayant un travail".

A ces maladies professionnelles de toutes sortes s'ajoute un fort accroissement du "mal-être au travail" : "fatigue chronique, surcharge mentale, violences banalisées, perte de sens, invisibilité du mal-être. (...) "Plus d'un salarié sur deux ressent un mal-être au travail (...) Pis, près de 80% des salariés sondés déclarent une fatigue professionnelle, signe de l'installation d'un épuisement physique et mental généralisé. Résultat, en six mois un salarié sur cinq a bénéficié d'un arrêt de travail pour épuisement, troubles psychiques ou encore douleurs physiques" (d'après un sondage réalisé par Opinion Way, cité dans *Les Echos* du 19 juin 2025. Depuis le 19^e siècle de

nombreux fonctionnaires du capital se sont ainsi inquiétés d'une trop forte dégradation de la force de travail).

Une étude scientifique portant sur les 27 Etats membres de l'Union européenne plus le Royaume-Uni montre que ce qui est significatif de la dégradation du travail aujourd'hui, par rapport au capitalisme antérieur, c'est l'augmentation particulièrement vive de sa cause dans l'exposition à des risques psychosociaux (RPS) tels que pressions subies au travail, temps de travail à rallonge et aléatoire, harcèlement moral, insécurité de l'emploi, et d'une façon générale vives inquiétudes quant à la situation actuelle et l'avenir. Mais, ajoutent les auteurs, "les dépressions qui s'ensuivent sont rarement reconnues comme maladies professionnelles".

Il est particulièrement injuste et cynique de faire porter la responsabilité de l'augmentation des coûts de la santé publique, et, notamment en France, du déficit abyssal de l'Assurance Maladie, sur les travailleurs qui sont les victimes et non les responsables de cette situation. Doublement victime puisqu'ils sont les principales victimes des maladies professionnelles qui pèsent sur le budget de la santé publique, et qu'ensuite il leur est imposé de boucher le trou. Pas plus qu'ils ne sont responsables d'ailleurs des maladies engendrées par les conditions de vie dans les ghettos des banlieues populaires, par la malbouffe, par les multiples pollutions et empoisonnements générés par les productions capitalistes. Pour en donner un dernier exemple, celui des plastiques, l'Opecst "rappelle que 16 000 produits chimiques sont recensés dans les plastiques, dont 4000 comme dangereux, toxiques pour l'environnement et la santé (...). Ils provoquent des cancers, des troubles neurologiques, des maladies respiratoires ou cardiovasculaires, et altèrent la croissance et le système nerveux (...). Rien qu'aux Etats-Unis, une étude menée sur les effets de trois substances (PBDE, BPA et DEHP) estime à 675 milliards de dollars les coûts induits - sans parler des 40 000 décès supplémentaires".

Bref, on sait très bien ce qu'il faudrait faire pour réduire drastiquement les dépenses de santé : s'attaquer à ses causes. Taxer davantage les capitalistes pour boucher le trou de l'Assurance Maladie n'empêche nullement qu'il se creuse, ce n'est pas une solution puisque non seulement ça ne guérit personne, mais ça n'empêche pas l'aggravation de la situation sanitaire. L'évidente solution (...) est de s'attaquer aux causes plutôt qu'aux effets.

On peut et on doit d'ailleurs faire le même constat en ce qui concerne le coût des dégâts causés à la nature par le travail capitaliste. Tous les méfaits qui en découlent, zoonoses, réchauffement climatique, dégâts agricoles, incendies, inondations, tempêtes, épuisement des ressources naturelles, etc., contribuent non seulement à l'aggravation de toutes les conditions de la vie, mais de plus constituent des coûts économiques gigantesques qui viennent peser sur la société, et même entraver la

valorisation du capital en général (un exemple notoire de ce que le capital est "contradiction en actes").

Il s'agit de remettre complètement en cause non seulement quoi et en quelles quantités produire, mais comment produire. C'est-à-dire de remettre en cause le travail non seulement dans sa quantité et son effectuation, mais aussi dans ses finalités, les besoins qu'il doit satisfaire, le type d'individus et de société qu'il construit.

Chapitre 6

Une nouvelle époque révolutionnaire

Si on considère l'époque actuelle, celle du capitalisme sénile, il faut bien constater qu'il s'agit d'une nouvelle époque révolutionnaire. Nouvelle au sens qu'y existent les conditions matérielles indispensables à la réussite d'un processus révolutionnaire communiste, alors que ce n'était pas le cas dans les deux siècles précédents. Et notamment, malheureusement, dans la Russie de 1917 et la Chine de 1949.

Ces conditions matérielles, je l'ai volontairement souvent rappelé, c'est la possibilité d'un vaste temps libre qui permette aux masses populaires de pouvoir s'approprier les conditions d'une abolition des rapports sociaux qui fondent les diverses formes de la domination du capital et de ses fonctionnaires sur la société et tous ses individus.

Marx en avait pressenti le principe, par exemple dans ce passage de sa fameuse Préface à sa Contribution à la Critique de l'Economie Politique : "Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports ne soient écloses dans le sein de la vieille société". Ce qui, au vu des échecs des révolutions russe et chinoise, s'est finalement avéré une affirmation exacte d'un point de vue général.

Ce qui doit être ajouté ici, c'est qu'aux débuts du processus de communisation, le travail contraint et les divisions du travail propres au MPC ne sont pas abolis. Les abolir c'est l'objet de ce processus qui commence après la prise de pouvoir politique par les forces révolutionnaires. (...) Cette contradiction fondamentale qui subsiste entre bourgeoisie et prolétariat ne peut être tranchée que par une continuation de la lutte de classes. Ce que Mao Tse Tung avait compris et entrepris avec, notamment, la Révolution Culturelle. Mais quand les forces productives sont peu développées, les rapports capitalistes subsistent plus longtemps puisque la possibilité d'un temps

largement libéré du travail, nécessaire pour pouvoir les abolir, est encore très faible. Alors la bourgeoisie non seulement subsiste, mais même se développe en même temps que les forces productives.

Marx (...) a incidemment exprimé la crainte que "la révolution pourrait venir plus tôt que nous le souhaiterions. le comble du malheur, c'est quand les révolutionnaires doivent se soucier du pain des gens".

Engels partageait cette opinion qui écrivait dans La guerre des paysans : "C'est le pire qui puisse arriver à un chef de parti extrême que d'être obligé de prendre le pouvoir en main à une époque où le mouvement n'est pas mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures qu'exige la domination de cette classe (...) Il se trouve ainsi nécessairement placé devant un dilemme insoluble : ce qu'il peut faire contredit toute l'action passée, ses principes et les intérêts immédiats de son parti, ce qu'il doit faire est irréalisable".

Mondialisation intégrale et sénilité généralisée du MPC, c'est évidemment aujourd'hui une situation tout à fait nouvelle dans l'histoire : celle d'une nouvelle époque révolutionnaire, pour un processus révolutionnaire communiste mondial, internationaliste, enfin possible. Certes, cette possibilité - qui est de plus une nécessité - n'apparaît pas encore aux yeux de la grande majorité des peuples du monde. C'est peu de le dire.

Cela pour de multiples raisons (...) : 1) Les peuples des vieux pays capitalistes sont encore dans le souvenir des succès des luttes réformistes passées (...). 2) Les peuples qui ont subi le joug d'une dictature de type stalinien ont nécessairement un réflexe anticomuniste. (...) 3) Les peuples des anciens pays colonisés sont, notamment en Afrique, soigneusement entretenus dans le souvenir vivace des dominations et oppressions coloniales par les bourgeoisies au pouvoir dans ces pays, de façon à rendre les anciens colonisateurs toujours seuls responsables de la misère et se dédouaner elles-mêmes de toute responsabilité.

Les prolétaires reçoivent le renfort important de nouvelles couches de la population qui s'opposent au travail capitaliste qui affecte gravement les hommes touchés par les effets du réchauffement climatique, de l'écroulement de la biodiversité, des multiples pollutions, etc. Cet élargissement des luttes critiquant tel ou tel effet écologique du travail capitaliste est évidemment très important et nécessaire. A force d'expériences et de réflexions beaucoup de ces nouveaux combattants en arrivent à mettre en cause "la croissance" et "le productivisme" aveugles et destructeurs. Mais trop peu nombreux encore en sont arrivés jusqu'à comprendre que cette croissance est intrinsèque au MPC. A comprendre qu'il ne peut pas exister de "capitalisme vert", pas plus que de capitalisme vertueux.

Mais comme plus le temps passe, plus il s'avère que les capitalistes, obligés qu'ils sont d'œuvrer à perpétuer la valorisation du capital, sont absolument dans l'incapacité, en fait dans l'impossibilité, de stopper la multiplication et l'aggravation des ravages écologique - bien qu'ils soient très bien avertis par les scientifiques de leurs catastrophiques effets actuels et, bien pires, futurs, y compris pour le capital -, cela amènera certainement les écologistes conséquents à cette conclusion qu'il faut en finir avec le travail, et par là avec le MPC, en rejoignant la lutte qui oppose le TINA communiste au TINA capitaliste.

En Occident, le racisme a pris un essor spécifique avec la colonisation, c'est-à-dire avec la deuxième mondialisation capitaliste commencée au 15^e siècle. (...) Et ce fût un grand bond de l'accumulation du capital dans les pays européens, tant par la captation du surtravail fourni par les esclaves, que par le commerce des esclaves qui accumula des fortunes aux mains des armateurs négriers de Liverpool, Nantes, Bordeaux, etc. Et ce fut aussi, fin 18^e et 19^e siècles, le développement de théories racistes pseudo "scientifiques" prétendant fonder le racisme sur des bases biologiques selon lesquelles il existerait des races inférieures, voire particulièrement diaboliques et nocives, pour "justifier" ce nouvel esclavage de masse, puis le semi-esclavage dans les colonies, ainsi que tous les génocides.

Plus la crise due à la sénilité du capital s'aggrave, et plus la bourgeoisie y trouve des "arguments" pour faire porter la responsabilité de ses effets sur des fractions racisées du prolétariat. Remarquons de plus que le racisme cultive chez beaucoup "d'autochtones" type "petits blancs" frustrés un sentiment de supériorité qui leur donne une espèce d'estime d'eux-mêmes leur permettant de mieux supporter le travail et la situation pourtant médiocre, minable même bien souvent, où ils sont dans la société capitaliste.

Aujourd'hui encore des luttes féministes sont, du moins pour une part importante, toujours liées à la question du travail. pas seulement parce qu'elles portent sur des inégalités flagrantes dans les places et les salaires. mais aussi parce que, depuis longtemps, elles fournissent un travail "ménager" gratuit (ou quasi gratuit quand il y a quelques allocations familiales) qui consiste à produire, élever (dans le respect de l'ordre établi), entretenir la force de travail prolétaire qui valorise le capital.

Luttes écologiques, luttes antiracistes, luttes pour de meilleures conditions de travail et de vie, luttes féministes, luttes antifascistes, etc., toutes sortes de luttes diverses se développent aujourd'hui qui, dans leurs diversités, ont un lien commun fondamental : un lien avec le travail, comme on vient de le voir dans les exemples ci-dessus. Il y a évidemment nécessité d'unir toutes ces luttes éparses contre tel ou tel effet du capitalisme sénile pour en arriver à une lutte contre leur cause : ce capitalisme.

C'est bien autour de la question du travail capitaliste que peuvent et doivent s'unir ces multiples luttes. Ce qui ne veut nullement dire qu'il faille les réduire à cette

question, ce qui serait rabougir leur richesse. En effet, que le capital soit ainsi attaqué de tous côtés, à partir de tous ses effets délétères, est une excellente chose. Non seulement on multiplie ainsi le nombre des combattants et les fronts de lutte, mais on prépare ainsi la richesse du contenu du processus révolutionnaire, de son "programme", l'ampleur et la diversité des transformations qu'il réalisera.

Ce qui restera de travail humain encore non mécanisable, néanmoins toujours nécessaire, obligé pour satisfaire les besoins matériels fondamentaux tels manger, se loger, se vêtir, se déplacer, être soigné, etc. sera équitablement partagé entre tous. D'ailleurs ce reste de travail humain (...) pourra être rendu beaucoup moins pénible dans son effectuation puisque non dominé par la recherche frénétique de PI, et aussi être source de la satisfaction d'avoir contribué au bien-être et au développement d'autres êtres humains, et de manifester par là son appartenance à l'humanité, d'y être reconnu par les autres et de s'y reconnaître soi-même comme humain. Depuis longtemps d'ailleurs bien des individus s'adonnent ainsi à des activités bénévoles, charitables ou/et révolutionnaires, qui les font plus humains.

L'analyse concrète de la situation doit permettre de repérer et critiquer par tous les moyens pratiques possibles tous ces monstres, c'est-à-dire tous les multiples effets idéologiques et politiques de la sénilité du capital. (...) Montrer qu'ils ont une même origine, la comprendre, c'est pouvoir unir les forces autour d'une stratégie révolutionnaire dont le premier objectif est la conquête du pouvoir d'Etat. C'est une condition de la victoire, car aucun de ces monstres ne disparaîtra complètement et définitivement tant que la bourgeoisie et le MPC ne seront pas vaincus au terme d'un processus de "communisation", d'abolition des RPPP capitalistes qui pourra commencer grâce à cette conquête.

Connaître le but n'est pas connaître le chemin, mais sans but il n'y a pas de chemin.